

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

#### Avis de consultation

##### **Règlement modifiant le Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription et les obligations continues des personnes inscrites**

(Voir section 3.2.1 du présent bulletin)

---

#### Avis de consultation

##### **Consultation réglementaire sur l'admissibilité d'une réclamation au Fonds d'indemnisation des services financiers et sur la cotisation à verser**

(Voir section 4.2.1 du présent bulletin)

---

#### Projets de règlements

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331 par. 9°, 11.1° et 12° et a. 331.2)

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 174 par. 4° et 5°)

##### **Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières et Règlement modifiant le Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés – Recalibrage des droits de l'AMF**

Avis est donné par l'Autorité des marchés financiers (l'« AMF »), que, conformément aux articles 331 et 331.2 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1 (« LVM ») et à l'article 174 de la *Loi sur les instruments dérivés*, chapitre I-14.01 (« LID »), les règlements suivants dont les textes sont publiés ci-dessous, pourront être pris par l'AMF et ensuite soumis au gouvernement pour approbation, avec ou sans modification, à l'expiration d'un délai de 85 jours à compter de leur publication au Bulletin de l'AMF :

- *Règlement modifiant le Règlement sur les valeurs mobilières (RVM) ;*
- *Règlement modifiant le Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés (Tarif) ;*
- *Règlement modifiant le Règlement 13-103 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+).*

#### Contexte

L'AMF, organisme relevant du gouvernement du Québec, a pour mission d'encadrer le secteur financier québécois et de soutenir les consommateurs de produits et services financiers.

Dans le cadre de la présente consultation, l'AMF invite les parties prenantes à formuler leurs commentaires sur les modifications proposées visant à recalibrer et actualiser certains droits et frais (ci-après les « droits ») ainsi que les sanctions prévues par la LVM et la LID.

Conformément à son modèle de financement basé sur le recouvrement des coûts, l'AMF tire ses revenus des droits versés par les participants au marché. Le barème actuel, en vigueur depuis plusieurs années, nécessite des ajustements afin de mieux refléter l'évolution des réalités des marchés financiers.

### Objectifs des modifications proposées

Les modifications proposées visent à instaurer une tarification plus équitable et mieux adaptée aux réalités des marchés financiers. Elles s'inscrivent dans une volonté de répartir de manière juste et proportionnée les coûts réglementaires entre les participants aux marchés, de favoriser l'efficacité du secteur financier québécois, tout en assurant une couverture adéquate des coûts associés à l'émergence de nouvelles activités financières.

Les modifications proposées incluent :

- La réduction des droits exigibles auprès des courtiers en placement et des courtiers en épargne collective, ainsi que des personnes physiques agissant pour leur compte, afin d'assurer une tarification équitable à la lumière des récentes délégations de certaines fonctions à l'Organisme canadien de réglementation des investissements (OCRI) ;
- L'introduction de nouveaux droits pour les structures de marchés et les dérivés de gré à gré, afin de mieux refléter les coûts liés aux activités réglementaires qui y sont liées;
- La mise en place de droits pour les courtiers et les conseillers internationaux exerçant au Québec sous la dispense statutaire d'inscription;
- L'actualisation de divers droits et sanctions administratives pécuniaires en vertu de la LVM et de la LID;
- Une modification corrélative au *Règlement 13-103 sur le système électronique de données, d'analyse et de recherche + (SEDAR+)*, RLRQ, c. V-1.1, r. 2.3, sera également nécessaire vu l'ajout d'un formulaire au RVM et au Tarif.

La structure tarifaire repose principalement sur les droits d'activité, lesquels visent à compenser les coûts directs engagés par l'AMF pour la prestation de services spécifiques sollicités par les participants au marché (par exemple : l'examen de prospectus ou le traitement des documents d'inscription). Ces droits se déclinent en montants fixes et variables, établis en fonction du coût moyen des services concernés ainsi que de l'encadrement réglementaire qui en découle.

Les modifications prévoient également l'introduction de droits de participation, lesquels reflètent les avantages que certains participants retirent de leur présence sur les marchés financiers québécois. Certains acteurs, tel que les bourses, devront s'en acquitter annuellement. Le montant de ces droits sera établi en fonction de critères associés à leur taille ou à leurs activités, utilisés comme indicateurs de leur utilisation des marchés financiers. Ces droits permettront de financer les activités réglementaires dont les coûts ne peuvent être attribués directement à une activité ou à une entité précise par le biais des droits d'activité. Des barèmes progressifs sont prévus pour encadrer ces droits de participation.

**Consultation**

L'AMF sollicite les commentaires des parties prenantes relativement aux projets de modifications.

Toute personne intéressée ayant des commentaires à formuler à ce sujet est priée de les faire parvenir par écrit au plus tard le **19 septembre 2025**, en s'adressant à :

Me Philippe Lebel  
Secrétaire et directeur général des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
Place de la Cité, tour PwC  
2640, boulevard Laurier, bureau 400  
Québec (Québec) G1V 5C1  
Télécopieur : (514) 864-6381  
Courrier électronique : [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Il y a lieu de préciser que les projets de modification actuellement à l'étude sont assujettis au processus d'approbation gouvernementale prévu aux articles 331 et 331.2 de la LVM et l'article 174 de la LID. En vertu de ce processus, ces projets feront l'objet d'une publication aux fins de consultation dans la Gazette officielle du Québec, préalablement à toute adoption éventuelle.

**Renseignements additionnels**

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Mathieu Laberge  
Avocat, Direction des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 2537  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[Mathieu.Laberge@lautorite.qc.ca](mailto:Mathieu.Laberge@lautorite.qc.ca)

Sylvia Pateras  
Avocate, Direction des affaires juridiques  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, poste 2536  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[sylvia.pateras@lautorite.qc.ca](mailto:sylvia.pateras@lautorite.qc.ca)

**Le 26 juin 2025**

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT SUR LES VALEURS MOBILIÈRES

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331, par. 9°, 11.1° et 12° et a. 331.2)

1. L'intitulé du chapitre II du Titre VI du Règlement sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50) est remplacé par ce qui suit :

**« CHAPITRE II  
« DROITS EXIGIBLES ET FRAIS EXIGIBLES**

**« SECTION II  
« DROITS D'ACTIVITÉS »**

2. L'article 267 de ce règlement est modifié :

1° dans le premier alinéa :

*a)* par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « 1 381 \$ » par « 2 000 \$ »;

*b)* par le remplacement, dans le paragraphe 1.1°, de « 1 243 \$ » et de « 6 043 \$ » par respectivement « 1 800 \$ » et « 6 215 \$ »;

*c)* dans le paragraphe 3° :

*i)* par la suppression, dans ce qui précède le sous-paragraphe *a*, de « de fixation du prix à un prospectus préalable »;

*ii)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b*, de « Québec » par « Canada »;

*iii)* par l'ajout, à la fin, de l'alinéa suivant :

« Toutefois, dans le cas d'un prospectus préalable de base de l'émetteur établi bien connu, les droits exigibles en application du présent paragraphe sont sous réserve d'un minimum de 6 905 \$; »;

*d)* par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 8°, de « Québec » par « Canada »;

*e)* par le remplacement, dans le paragraphe 9°, de « 171 \$ ou, si le rapport porte sur plus de 2 terrains, 69 \$ par terrain » par « 1 000 \$ »;

*f)* par le remplacement, dans le paragraphe 10°, de « 139 \$ » par « 346 \$ ».

3. L'article 268 de ce règlement est modifié, dans le premier alinéa :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « 1 343 \$ » par « le droit payé au cours du dernier exercice en vertu du paragraphe 1° de l'article 267 »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 1.1°, de « 1209 \$ dans le cas d'un placement permanent d'organismes de placement collectif ou à l'excédent sur 6 043 \$ dans le cas d'un fonds de marché monétaire » par « le droit payé au cours du dernier exercice en vertu du paragraphe 1.1° de l'article 267 ».

4. L'article 268.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 1 381 \$ » par « 2 000 \$ ».

5. L'article 270 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe introductif, de « caisse d'épargne et de crédit » par « coopératives de services financiers » et de « parts permanentes visées à l'article 73 de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1) » par « parts de capital visées à l'article 55 de la Loi sur les coopératives de services financiers (RLRQ, chapitre C-67.3) »;

2° par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « parts permanentes » par « parts de capital » et par la suppression de « d'épargne et de crédit ».

6. L'article 271.2 de ce règlement est modifié :

1° dans le paragraphe 1° :

a) par le remplacement de « l'émetteur » par « un émetteur, autre qu'un fonds d'investissement, »;

b) par le remplacement de « 2 763 \$ » par « 5 000 \$ »;

2° dans le paragraphe 2° :

a) par l'ajout de « , autre qu'un fonds d'investissement, » après « un émetteur »;

b) par le remplacement de « 1 381 \$ » par « 2 000 \$ »;

3° dans le paragraphe 3° :

a) par l'ajout de « , autre qu'un fonds d'investissement, » après « un émetteur »;

b) par le remplacement de « 690 \$ » par « 1 000 \$ »;

4° par le remplacement, dans le paragraphe 4°, de « organisme de placement collectif » par « émetteur qui est un fonds d'investissement »;

5° par le remplacement, dans le paragraphe 7°, de « 139 \$ » par « 1 000 \$ »;

6° par l'ajout, à la fin, du paragraphe suivant :

« 10° lors d'une demande de levée partielle ou de levée totale d'une interdiction d'opérations sur valeurs, 2 000 \$. ».

7. L'article 271.4 de ce règlement est modifié par le remplacement, partout où cela se trouve dans les paragraphes 1° et 1.1° du premier alinéa, de « 1 381 \$ » par « 2 000 \$ ».

8. L'article 271.4.1 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 1 381 \$ » par « 2 000 \$ ».

9. Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 274.4.1, du suivant :

« **271.4.2.** Un droit de 2 000 \$ est exigible de l'émetteur autre qu'un fonds d'investissement lors du dépôt d'une circulaire d'information dans le cadre d'une assemblée extraordinaire qui doit être tenue pour examiner l'approbation d'une opération de fermeture, d'une réorganisation, d'une fusion, d'un arrangement, ou d'un regroupement d'entreprises semblable. ».

10. L'article 271.5 de ce règlement est modifié :

1° par le remplacement, dans le paragraphe 1° de « courtier en épargne collective » par « courtier en placement ou du courtier en épargne collective qui est membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription » et par le remplacement de « courtier en plans de bourses d'études » par « courtier d'exercice restreint »;

2° par le remplacement du paragraphe 1.1° par le suivant :

« lors d'une demande d'inscription à titre de courtier d'exercice restreint, 10 000 \$; »

3° dans le paragraphe 2° :

*a)* par la suppression, du sous-paragraphe *a*;

*b)* dans le sous-paragraphe *b* :

*i)* par le remplacement de « non membre d'un tel » par « qui n'est pas membre d'un »;

*ii)* par l'ajout de « auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription, » après « organisme d'autoréglementation »;

*c)* par l'insertion, dans le sous-paragraphe *d*, après « d'un courtier en épargne collective » de « qui n'est pas membre d'un tel organisme d'autoréglementation »;

4° par le remplacement du paragraphe 2.1° par ce qui suit :

« 2.1° lors d'une demande d'inscription à titre de chef de la conformité ou de personne désignée responsable, d'un courtier en placement ou d'un courtier en épargne collective qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription, d'un conseiller, d'un gestionnaire de fonds d'investissement, d'un courtier d'exercice restreint, d'un courtier sur le marché dispensé, ou d'un courtier en plans de bourses d'études, 516 \$; »

5° dans le paragraphe 3°,

*a)* par l'ajout, à la fin du sous-paragraphe *a*, de « , sauf que ce droit est de 518 \$ dans le cas d'un courtier membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription »;

*b)* dans le sous-paragraphe *b* :

*i)* par le remplacement de « 242 \$ » par « 61 \$ »;

*ii)* par l'ajout de « tel » après « d'un courtier membre d'un »;

*iii)* par la suppression de « auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription des représentants »;

*c)* par l'ajout, dans le sous-paragraphe *c*, à la fin de « , sauf que ce droit est de 26 \$ dans le cas d'un courtier membre d'un tel organisme d'autoréglementation »;

6° dans le paragraphe 4.1° :

a) par l'ajout, après « courtier en épargne collective », de « qui est membre d'un organisme d'autorégulation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription »;

b) par la suppression de « ou du courtier en plans de bourses d'études »;

c) par le remplacement de « 219 \$ » par « 55 \$ »;

d) par l'ajout à la fin de « , et 219 \$ dans le cas du courtier en plans de bourses d'études »;

7°) par le remplacement, dans le sous-paragraphe *b* du paragraphe 6°, de « 413 \$ » par « 516 \$ »;

8°) par le remplacement, dans le paragraphe 11°, de « 690 \$ » par « 1 500 \$ ».

**11.** L'article 271.5.1 de ce règlement est abrogé.

**12.** L'article 271.6 de ce règlement est modifié :

1°) par le remplacement, dans le paragraphe 1°, de « 690 \$, sauf dans le cas d'une demande de dispense relative à une offre publique d'achat ou de rachat et dans le cas d'une demande de dispense du rapport d'évaluation prévu par règlement, où le droit est de 1 381 \$ » par « 2 000 \$ »;

2°) par le remplacement, dans le paragraphe 1.1°, de « 690 \$ » par « 2 000 \$ »;

3°) par l'insertion, après le paragraphe 1.1°, des suivants :

« 1.1.1° lors d'une demande de dispense de reconnaissance pour l'exercice d'une des activités visées à l'article 169 de la Loi, 50 000 \$;

1.1.2° lors d'une demande de dispense de l'ensemble des obligations d'un ou de plusieurs règlements pris en vertu de la Loi par une personne visée à l'article 169 de la Loi, 10 000 \$; »;

4°) par l'insertion, après le paragraphe 4°, du suivant :

« 4.1° lors du dépôt d'une demande de reconnaissance pour l'exercice d'une des activités visées à l'article 169 de la Loi, 100 000 \$; »;

5°) par l'ajout, après le paragraphe 6°, des suivants :

« 7° lors du dépôt de l'avis prévu au paragraphe 5 de l'article 8.18 ou au paragraphe 5 de l'article 8.26 du Règlement 31-103 sur les obligations et dispenses d'inscription (chapitre V-1.1, r. 10), ou de l'avis prévu au paragraphe 3 ou au paragraphe 4 de l'article 4 du Règlement 32-102 sur les dispenses d'inscription des gestionnaires de fonds d'investissement non-résidents (chapitre V-1.1, r. 10.1), 3 000 \$. »;

8°) lors d'une demande de levée partielle ou de levée totale d'une interdiction d'opération sur valeurs, 2°000\$. ».

**13.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 271.6, du suivant :

« **271.6.1** Des droits de 2 000 \$ sont exigibles lors d'un dépôt préalable.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par « dépôt préalable » une consultation de l'Autorité en vue du dépôt d'un prospectus ou à propos d'une demande, engagée avant le dépôt du prospectus ou de la demande, selon le cas, et portant sur l'interprétation de la législation en valeurs mobilières ou des directives en valeurs mobilières

ou sur leur application à un placement particulier ou envisagé ou à une opération ou question particulière ou envisagée, selon le cas.

Le droit prévu au présent article est déduit du droit exigible lors du dépôt du prospectus correspondant ou de la demande correspondante. Si ce dépôt n'a pas lieu, le droit prévu au premier alinéa n'est pas remboursé. »

**14.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 271.12, des sections suivantes :

**« SECTION III  
« DROITS DE PARTICIPATION**

**« 271.12.1.** Les droits suivants sont exigibles d'une bourse reconnue en vertu de la Loi, au plus tard le 30 avril de chaque année selon sa part du marché au Canada pendant la période spécifiée:

- 1° 22 500 \$, lorsque cette part du marché est de moins de 5%;
- de 15% 2° 37 500 \$, lorsque cette part du marché est de 5% et plus et de moins
- de 25%; 3° 101 250 \$, lorsque cette part du marché est de 15% et plus et de moins
- de 50%; 4° 206 250 \$, lorsque cette part du marché est de 25% et plus et de moins
- de 75%; 5° 300 000 \$, lorsque cette part du marché est de 50% et plus et de moins
- 6° 375 000 \$, lorsque cette part du marché est de 75% et plus.

Pour l'application du premier alinéa, on entend par « part de marché au Canada », à l'égard d'une bourse reconnue, la moyenne des parts suivantes durant la période spécifiée :

- a) sa part de la valeur totale, en dollars, des opérations effectuées sur des titres inscrits à la cote d'une bourse canadienne;
- b) sa part du volume total des opérations effectuées sur des titres inscrits à la cote d'une bourse canadienne;
- c) sa part du nombre total d'opérations effectuées sur des titres inscrits à la cote d'une bourse canadienne.

Dans le présent article, le terme « période spécifiée » s'entend de la période commençant le 1<sup>er</sup> avril de l'année précédente et se terminant le 31 mars de l'année courante.

Si deux ou plusieurs bourses reconnues appartiennent au même groupe, le droit prévu à l'article 271.12.1 doit être calculé comme si ces bourses n'en étaient qu'une et être payé solidairement par celles-ci.

Le paiement des droits exigibles visé au premier alinéa, doit être accompagné du formulaire prévu à l'Annexe XX

**« 271.12.2.** Une bourse reconnue qui est dispensée de l'application de la Loi doit, au plus tard le 30 avril de chaque année, payer des droits de 7 500 \$.

« **271.12.3.** Un système de négociation parallèle qui est inscrite à titre de courtier en vertu de la Loi doit, au plus tard le 30 avril de chaque année, payer des droits de 10 000 \$. ».

« **SECTION IV**  
« FRAIS D'INSPECTION ET D'ENQUÊTE

« **271.12.4.** Des frais de 118 \$ de l'heure par inspecteur sont exigibles du courtier, du conseiller, du gestionnaire de fonds d'investissement, du représentant ou du fonds d'investissement dans les 30 jours suivant la date du relevé d'honoraires de l'Autorité relatifs à la préparation de l'inspection, à l'inspection elle-même et au suivi des recommandations.

« **271.12.5.** Les frais d'enquête visés à l'article 212 de la Loi sont de 118 \$ l'heure par enquêteur.

« **SECTION V**  
**INDEXATION**

« **271.12.6.** Les droits et les frais exigibles prévus à ce chapitre sont ajustés, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon le taux d'augmentation de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada pour la période se terminant le 30 septembre de l'année précédente, tel que déterminé par Statistique Canada. Ils sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

Le résultat de l'indexation annuelle est, chaque année, publié à la Partie 1 de la Gazette officielle du Québec et au Bulletin de l'Autorité des marchés financiers. ».

**15.** L'article 271.13 de ce règlement est modifié par l'insertion après « 5 000 \$ », de « par émetteur ».

**16.** Ce règlement est modifié par l'insertion, après l'article 271.13, du suivant :

« **271.13.1.** Tout émetteur ou tout preneur ferme qui contrevient au paragraphe 2 de l'article 6.1 et au paragraphe 2 de l'article 6.2 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus (chapitre V-1.1, r. 21), parce qu'il a fait défaut de déposer une déclaration de placement avec dispense, est tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire de 100 \$ par déclaration pour chaque jour ouvrable au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$ par émetteur ou preneur ferme, selon le cas, au cours d'un même exercice financier de l'Autorité. ».

**17.** Ce règlement est modifié par l'ajout de l'Annexe XX suivante :

« **ANNEXE XX**  
**FORMULAIRE - BOURSE RECONNUE, DROITS DE PARTICIPATION**

(a. 271.12.1)

**Nom de la bourse reconnue :** \_\_\_\_\_

**Année d'application (à partir de 2026) :** \_\_\_\_\_

**1. Droits de participation pour l'année d'application**

La bourse reconnue doit prévoir ci-dessous sa part de marché au Canada pour la période spécifiée :

| <b>Description de la part de marché au Canada</b>  | <b>% (à être prévu par la bourse)</b> |
|--|---------------------------------------|
| Ligne 1 : part de la valeur totale, en dollars, des opérations effectuées sur des titres inscrits à la cote d'une bourse canadienne                                  |                                       |
| Ligne 2 : part du volume total des opérations effectuées sur des titres inscrits à la cote d'une bourse canadienne   |                                       |
| Ligne 3 : part du nombre total d'opérations effectuées sur des titres inscrits à la cote d'une bourse canadienne   |                                       |
| Ligne 4 : moyenne des Lignes 1, 2 & 3 ci-dessus  |                                       |
| <b>Ligne 5 : sur la base de la moyenne calculée à la Ligne 4, la bourse reconnue doit payer le droit prévu dans la colonne correspondante du tableau ci-dessous:</b> |                                       |
| Part de marché au Canada pendant la période spécifiée de moins de 5 %  | 22 500 \$                             |
| Part de marché au Canada pendant la période spécifiée de 5% et plus et de moins de 15%   | 37 500 \$                             |
| Part de marché au Canada pendant la période spécifiée de 15 % et plus et de moins de 25 %  | 101 250 \$                            |
| Part de marché au Canada pendant la période spécifiée de 25 % et plus et de moins de 50%   | 206 250 \$                            |
| Part de marché au Canada pendant la période spécifiée de 50 % et plus et de moins de 75 %  | 300 000 \$                            |
| Part de marché au Canada pendant la période spécifiée de 75 % et plus  | 375 000 \$                            |

**2. Droit total à payer :**

\_\_\_\_\_ »

**19.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

## RÈGLEMENT MODIFIANT LE TARIF DES FRAIS ET DES DROITS EXIGIBLES EN MATIÈRE D'INSTRUMENTS DÉRIVÉS

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 174, par. 4° et 5°)

1. Le Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés (chapitre I-14-01, r. 2) est modifié par l'ajout, avant l'article 1, du suivant :

« 0.1. Des frais de 118 \$ de l'heure par inspecteur sont exigibles d'un participant au marché dans les 30 jours suivant la date du relevé d'honoraires de l'Autorité relatifs à la préparation d'une inspection, à l'inspection elle-même et au suivi des recommandations. ».

2. Ce règlement est modifié par l'insertion, avant l'article 4, de ce qui suit :

« § 1. — *Droits d'activités* »

3. L'article 4 de ce règlement est modifié par le remplacement de « 6 905 \$ » par « 100 000 \$ ».

4. L'article 5 de ce règlement est modifié,

1° par le remplacement des paragraphes 1° à 3° par les suivants :

« 1° lors d'une demande d'inscription à titre de courtier pour un courtier qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription ou de conseiller, 2 071 \$;

2° lors d'une demande d'inscription à titre de représentant:

a) d'un courtier qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription, 516 \$;

b) d'un conseiller, 516 \$;

3° le 31 décembre de chaque année, dans le cas :

a) d'un courtier qui n'est pas membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription, 2 071 \$;

b) d'un courtier qui est membre d'un tel organisme d'autoréglementation, 518 \$;

c) pour chacun de ses représentants inscrits au 31 décembre, à l'exclusion de ceux qui ont interrompu leur activité:

i) 61 \$ lorsque le courtier est membre d'un organisme d'autoréglementation auquel l'Autorité a délégué l'application des dispositions concernant l'inscription;

ii) 516 \$ lorsque le courtier n'est pas membre d'un tel organisme d'autoréglementation;

d) pour chacun de ses établissements; un établissement devant s'entendre d'un lieu où le courtier inscrit exerce ses activités :

d'autoréglementation;                   *i)*       26 \$ lorsque le courtier est membre d'un tel organisme

*ii)*       104 \$ lorsque le courtier n'est pas membre d'un tel organisme d'autoréglementation; »;

2°       par le remplacement, dans le paragraphe 7°, de « 690 \$ » par « 1500 \$ ».

5.       L'article 6 de ce règlement est abrogé.

6.       L'article 9 de ce règlement est remplacé par le suivant :

« 9.     Les droits suivants sont exigibles lors d'une demande de dispense visée à l'article 86 de la Loi:

1°       lors d'une demande de dispense de l'obligation prévue à l'article 12 de la Loi, 15 000 \$, dans le cas d'une plateforme de négociation, et 50 000 \$, dans le cas de toute autre entité réglementée;

2°       lors d'une demande de dispense de l'ensemble des obligations prévues à un ou à plusieurs règlements pris en vertu de la Loi, 10 000 \$. »

3°       lors de toute autre demande de dispense d'une ou de plusieurs obligations prévues à la Loi ou à un règlement, 2 000 \$;

7.       Ce règlement est modifié après l'article 11 :

1° par l'insertion de ce qui suit :

« § 2. — *Droits de participation* »;

2° par l'insertion des articles suivants :

« 12.    Les droits suivants sont exigibles d'une entité réglementée au plus tard le 30 avril de chaque année :

1°       375 000 \$, dans le cas d'une entité réglementée reconnue à titre de bourse, et 7 500 \$, dans le cas où elle est dispensée d'une telle reconnaissance;

2°       150 000 \$, dans le cas d'une entité réglementée reconnue à titre de chambre de compensation, 50 000 \$, dans le cas où elle est reconnue à titre de chambre de compensation hors Canada, et 5 000 \$, dans le cas où elle est dispensée de reconnaissance à titre de chambre de compensation;

3°       25 000 \$, dans le cas d'une entité réglementée reconnue à titre de référentiel central;

4°       10 000 \$, dans le cas d'une entité réglementée reconnue à titre de marché organisé.

« 13.    Le droit correspondant au montant notionnel trimestriel moyen en cours pendant l'année des droits sur dérivés applicable est exigible d'un payeur de droits :

1°       0 \$, lorsque ce montant est de moins de 3 G\$;

2°       2 250 \$, lorsque ce montant est de 3 G\$ et plus et de moins de 7.5 G\$;

3°       5 625 \$, lorsque ce montant est de 7.5 G\$ et plus et de moins de 15 G\$;

- 4° 11 250 \$, lorsque ce montant est de 15 G\$ et plus et de moins de 50 G\$;
- 5° 37 500 \$, lorsque ce montant est de 50 G\$ et plus et de moins de 100 G\$;
- 6° 75 000 \$, lorsque ce montant est de 100 G\$ et plus et de moins de 300 G\$;
- 7° 150 000 \$, lorsque ce montant est de 300 G\$ et plus et de moins de 500 G\$;
- 8° 337 500 \$, lorsque ce montant est de 500 G\$ et plus et de moins de 1 T\$;
- 9° 562 500 \$, lorsque ce montant est de 1 T\$ et plus et de moins de 4 T\$;
- 10° 1 012 500 \$, lorsque ce montant est de 4 T\$ et plus et de moins de 10 T\$;
- 11° 1 425 000 \$, lorsque ce montant est de 10 T\$ et plus.

Pour l'application de la présente section, une personne est un payeur de droits concernant une année de droits sur dérivés lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

1° en ce qui concerne toute transaction pendant l'année de droits sur dérivés, la personne était une contrepartie déclarante telle que définie dans le Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r. 1.1);

2° la personne n'était ni une chambre de compensation reconnue ni dispensée par l'Autorité de l'obligation d'être reconnue comme chambre de compensation.

Pour l'application de la présente section, le terme « transaction » a le sens qui lui est donné à l'article 1 du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés.

Pour l'application de la présente section, le terme « année de droits sur dérivés » désigne une période d'un an commençant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année précédente et se terminant le 30 juin de l'année en cours.

« 14. Aux fins de l'article 13, le montant notionnel trimestriel moyen d'un payeur de droits au cours de l'année de droits sur dérivés est déterminé en tenant compte de chaque transaction devant être déclarée en vertu du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés (chapitre I-14.01, r.1.1) pour laquelle le payeur de droits est une contrepartie et est calculé selon la formule suivante :

1° pour chaque trimestre de droits sur les dérivés, en déterminant le montant notionnel de la position non réglé du payeur de droits à la fin de chaque journée des transactions déclarées en vertu du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés référencées dans la devise de la position non réglée telle que déclarée en vertu de ce règlement;

2° en déterminant le montant notionnel mentionné au paragraphe 1° pour chaque devise, pour toutes les fins de trimestre de redevance sur les dérivés;

3° en calculant l'équivalent en dollars canadiens en utilisant le taux de change quotidien pour le dernier jour ouvrable de l'exercice des dérivés publié sur le site Web de la Banque du Canada;

4° en ajoutant le montant déterminé en vertu du paragraphe 2° à l'égard du dollar canadien et le total de l'équivalent en dollars canadiens déterminé en vertu du paragraphe 3°;

5° en divisant le total déterminé en vertu du paragraphe 4° par quatre afin d'obtenir le montant notionnel trimestriel moyen du référentiel central en souffrance de l'exercice des dérivés.

Les droits exigibles en vertu de l'article 13, à l'égard d'une année de droits sur dérivés, doivent être acquittés par le payeur de droit au plus tard 60 jours après la fin de l'année de droits sur dérivés et ils doivent être accompagnés du formulaire prévu à l'Annexe A.

Malgré le paragraphe 3° du premier alinéa, si le montant notionnel d'une position en cours est libellé dans une devise pour laquelle la Banque du Canada ne publie pas de taux de change quotidien, le payeur de droits peut calculer l'équivalent en dollars canadiens requis en vertu de ce paragraphe en utilisant le taux de change publié par une autre banque centrale.

«15. Les droits et les frais exigibles sont ajustés, au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année selon le taux d'augmentation de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada pour la période se terminant le 30 septembre de l'année précédente, tel que déterminé par Statistique Canada. Ils sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$ et ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

Le résultat de l'indexation annuelle est, chaque année, publié à la Partie 1 de la Gazette officielle du Québec et au Bulletin de l'Autorité. »

8. Ce règlement est modifié par l'ajout de l'annexe suivante

« ANNEXE A

**FORMULAIRE - DROITS DE PARTICIPATION POUR DÉRIVÉS DE GRÉ À GRÉ**

(a. 13 et 14)

**1. Type de dépôt**

Initial

Modification

[Si modification, fournir l'ID de soumission du rapport modifié]:

\_\_\_\_\_

**2. Informations sur l'entité soumettant ce formulaire**

1. Année de droits sur dérivés à laquelle les droits se rapportent:

Du 1<sup>er</sup> juillet \_\_\_\_\_ au 30 juin \_\_\_\_\_

2. Nom du payeur de droit \_\_\_\_\_

**3. Identifiant international pour l'entité juridique du payeur de droits aux fins du Règlement 91-507 sur les référentiels centraux et la déclaration de données sur les dérivés:** \_\_\_\_\_

**4. Veuillez remplir pour l'année de droits sur dérivés applicable:**

Montant notionnel trimestriel moyen au cours de l'année de droits sur dérivés applicable (déterminé conformément à l'article 14 du *Tarif des frais et des droits exigibles en matière d'instruments dérivés*) : \_\_\_\_\_ \$

**5. Droit total à payer: \_\_\_\_\_ \$ »**

**9.** Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

**RÈGLEMENT MODIFIANT LE RÈGLEMENT 13-103 SUR LE SYSTÈME ÉLECTRONIQUE DE DONNÉES, D'ANALYSE ET DE RECHERCHE + (SEDAR+)**

Loi sur les valeurs mobilières  
(chapitre V-1.1, a. 331.1 , par. 2°)

1. L'annexe du Règlement 13-103 sur le Système électronique de données d'analyse et de recherche + (SEDAR+) (chapitre V-1.1, r. 2.3) est modifiée par l'insertion, dans la colonne A de la partie intitulée « Législation en valeurs mobilières du Québec en vertu de laquelle les documents ne doivent être ni déposés ni envoyés au moyen de SEDAR+ » et avant la ligne intitulée « Loi sur les instrument dérivés (chapitre I-14.01) », de « Paiement des droits de participation – article 271.12.1 du Règlement sur les valeurs mobilières (chapitre V-1.1, r. 50) ».

2. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

## Draft Regulations

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331, pars. (9), (11.1) and (12) and s. 331.2)

Derivatives Act  
(chapter I-14.01, s. 174, pars. (4) and (5))

### Regulation to amend the Securities Regulation and Regulation to amend the Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives – Recalibration of AMF fees

Notice is hereby given by the Autorité des marchés financiers (the “AMF”) that, in accordance with sections 331 and 331.2 of the *Securities Act*, chapter V-1.1, and section 174 of the *Derivatives Act*, chapter I-14.01, the following Regulations, the texts of which are published hereunder, may be made by the Authority and subsequently submitted to the government for approval, with or without amendment, after 85 days have elapsed since their publication in the AMF Bulletin:

- *Regulation to amend the Securities Regulation;*
- *Regulation to amend the Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives;*
- *Regulation to amend Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +)*

## Background

The AMF, a body of the Québec government, is mandated with regulating Québec's financial sector and supporting consumers of financial products and services.

For this consultation, the AMF invites stakeholders to comment on proposed amendments intended to recalibrate and update certain fees and costs (hereinafter “fees”) as well as penalties prescribed by the *Securities Act* and *Derivatives Act*.

Under its cost-recovery funding model, the AMF derives its revenue from fees paid by market participants. The current fee structure, which has been in force for the last several years, requires adjustments to better reflect the changing realities of the financial markets.

## Objectives of the proposed amendments

The proposed amendments are intended to introduce a fairer fee schedule better suited to the realities of the financial markets. These amendments are part of an effort to allocate regulatory costs fairly and proportionately among market participants, promote the efficiency of Québec's financial sector and ensure adequate coverage of the costs associated with the emergence of new financial activities.

The proposed amendments include:

- reducing the fees payable by investment dealers and mutual fund dealers, and the individuals who act on their behalf, in order to ensure a fair fee structure in light of the recent delegations of certain functions to the Canadian Investment Regulatory Organization (CIRO);
- introducing new fees for market structures and over-the-counter derivatives to better reflect the costs associated with the regulatory activities associated with them;

- establishing fees for international dealers and advisers carrying on business in Québec under the statutory exemption from registration;
- updating various fees and monetary administrative penalties under the *Securities Act* and the *Derivatives Act*;
- making a consequential amendment to *Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR +)*, CQLR, c. V-1.1, r. 2.3, in order to reflect the addition of a form to the *Securities Regulation* and to the Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives.

The fee structure is based primarily on activity fees, which are intended to offset the direct costs incurred by the AMF to deliver specific services requested by market participants (e.g., prospectus reviews, registration document processing). These fees fall into two categories, fixed and variable amounts, which are determined based on the average cost of the services in question and the resulting regulatory framework.

The amendments would also introduce participation fees, which attempt to represent certain participants' benefit obtained from Québec's financial markets. Some market participants, such as exchanges, will be required to pay such fees annually. The fees payable will be determined using criteria related to participants' size or activities, which are used as indicators of their use of the financial markets. These fees will help fund regulatory activities whose costs cannot be allocated directly to a specific activity or entity through activity fees. A progressive fee structure is proposed to provide a framework for such participation fees.

#### Comments

The AMF is seeking comments from stakeholders on these draft amendments.

Comments regarding the above may be made in writing before **September 19, 2025**, to:

Me Philippe Lebel  
 Corporate Secretary and Executive Director, Legal Affairs  
 Autorité des marchés financiers  
 Place de la Cité, tour PwC  
 2640, boulevard Laurier, bureau 400  
 Québec (Québec) G1V 5C1  
 Fax: 514-864-6381  
 E-mail: [consultation-en-cours@lautorite.qc.ca](mailto:consultation-en-cours@lautorite.qc.ca)

Please note that the draft amendments currently under consideration are subject to the government approval process provided for in sections 331 and 331.2 of the *Securities Act* and section 174 of the *Derivatives Act*. Under this process, the draft amendments will be published for consultation purposes in the Gazette officielle du Québec prior to potential adoption.

#### Further information

Further information is available from:

Mathieu Laberge  
 Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
 Autorité des marchés financiers  
 514-395-0337, ext. 2537  
 Toll-free: 1-877-525-0337  
[Mathieu.Laberge@lautorite.qc.ca](mailto:Mathieu.Laberge@lautorite.qc.ca)

Sylvia Pateras  
Senior Legal Counsel, Legal Affairs  
Autorité des marchés financiers  
514-395-0337, ext. 2536  
Toll-free: 1-877-525-0337  
[sylvia.pateras@lautorite.qc.ca](mailto:sylvia.pateras@lautorite.qc.ca)

**June 26, 2025**

**REGULATION TO AMEND THE SECURITIES REGULATION**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331, pars. (9), (11.1) and (12), and s. 331.2)

1. The heading of Chapter II of Title VI of the Securities Regulation (chapter V-1.1, r. 50) is replaced by the following:

**“CHAPTER II  
“FEES PAYABLE AND COSTS PAYABLE**

**“DIVISION II  
“ACTIVITY FEES”**

2. Section 267 of the Regulation is amended:

(1) in the first paragraph:

(a) by replacing “\$1,381” in subparagraph 1 by “\$2,000”;

(b) by replacing “\$1,243” and “\$6,043” in subparagraph 1.1 by “\$1,800” and “\$6,215”, respectively;

(c) in subparagraph 3:

(i) by deleting “price fixing” and “to a shelf prospectus” in the text preceding subparagraph *a*;

(ii) by replacing “Québec” by “Canada” in subparagraph *b*;

(iii) by adding the following paragraph at the end:

“However, in the case of a base shelf prospectus of a well-known seasoned issuer, the fees payable pursuant to this subparagraph are subject to a minimum of \$6,905;”;

(d) by replacing “Québec” by “Canada” in subparagraph *b* of subparagraph 8;

(e) by replacing “\$171 or, if the report concerns more than 2 properties, \$69 per property” in subparagraph 9 by “\$1,000”;

(f) by replacing “\$139” in subparagraph 10 by “\$346”.

3. Section 268 of the Regulation is amended in the first paragraph:

(1) by replacing “\$1,343” in subparagraph 1 by “the fees paid during the last financial year in accordance with subparagraph 1 of section 267”;

(2) by replacing “\$1,209 in the case of a continuous distribution of mutual funds or \$6,043 in the case of a money market fund” in subparagraph 1.1 by “the fee paid during the last financial year in accordance with subparagraph 1.1 of section 267”.

4. Section 268.1 of the Regulation is amended by replacing “\$1,381” by “\$2,000”.

5. Section 270 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in the introductory clause, “savings and credit union” by “financial services cooperative” and “permanent shares referred to in section 73 of the Savings and Credit Unions Act (R.S.Q., c. C-4.1)” by “capital shares referred to in section 55 of the Act respecting financial services cooperations (CQLR, chapter C-67.3)”;

(2) by replacing, in subparagraph 1, “permanent shares” by “capital shares” and by deleting “savings and credit”.

**6.** Section 271.2 of the Regulation is amended:

(1) in paragraph 1:

(a) by replacing “the issuer” by “an issuer, other than an investment fund,”;

(b) by replacing “\$2,763” by “\$5,000”;

(2) in paragraph 2:

(a) by adding “, other than an investment fund,” after “an issuer”;

(b) by replacing “\$1,381” by “\$2,000”;

(3) in paragraph 3:

(a) by adding “, other than an investment fund,” after “the issuer”;

(b) by replacing “\$690” by “\$1,000”;

(4) by replacing “a mutual fund” in paragraph 4 by “an issuer that is an investment fund”;

(5) by replacing “\$139” in paragraph 7 by “\$1,000”;

(6) by adding the following paragraph at the end:

“(10) at the time of filing an application for a full or partial revocation of a cease trade order, \$2,000.”.

**7.** Section 271.4 is amended by replacing all occurrences of “\$1,381” by “\$2,000” in subparagraphs 1 and 1.1 of the first paragraph.

**8.** Section 271.4.1 of the Regulation is amended by replacing “\$1,381” by “\$2,000”.

**9.** The Regulation is amended by inserting the following after section 274.4.1:

**“271.4.2.** A fee of \$2,000 is payable by the issuer, with the exception of an investment fund, at the time of filing an information circular in the context of a special meeting of security holders to be held to consider the approval of a going private transaction, reorganization, merger, arrangement, or a similar business combination.”.

**10.** Section 271.5 of the Regulation is amended:

(1) by replacing, in subparagraph 1, “a mutual fund dealer” by “an investment dealer or a mutual fund dealer who is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the provisions concerning registration” and by replacing “scholarship plan dealer” by “dealer with a restricted practice”;

(2) by replacing subparagraph 1.1 by the following:

“at the time of an application for registration as a dealer with a restricted practice, \$10,000;”

(3) in subparagraph 2:

(a) by deleting subparagraph *a*;

(b) in subparagraph *b*:

(i) by replacing “if they are not a member of such” by “which is not a member of”;

(ii) by inserting “to which the Authority has delegated the provisions concerning registration,” after “regulatory organization”;

(c) by inserting, in subparagraph *d*, “which is not a member of such a self-regulatory organization” after “of a mutual fund dealer”;

(4) by replacing subparagraph 2.1 by the following:

“(2.1) at the time of an application for registration as chief compliance officer or ultimate designated person, of an investment dealer or a mutual fund dealer which is not a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the provisions concerning registration, an adviser, an investment fund manager, a dealer with a restricted practice, an exempt market dealer, or a scholarship plan dealer, \$516;”

(5) in subparagraph 3:

(a) by inserting, at the end of subparagraph *a*, “, except that this fee is reduced to \$518 in the case of a dealer which is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the provisions concerning registration”;

(b) in subparagraph *b*:

(i) by replacing “\$242” by “\$61”;

(ii) by inserting “such” after “a dealer which is a member of”;

(iii) by deleting “to which the Authority has delegated the provisions concerning the registration of representatives”;

(c) by inserting, at the end of subparagraph *c*, “, except that this fee is reduced to \$26 in the case of a dealer which is a member of such a self-regulatory organization”;

(6) in subparagraph 4.1:

(a) by inserting, after “mutual fund dealer”, “which is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the provisions concerning registration”;

(b) by deleting “or a scholarship plan dealer”;

(c) by replacing “\$219” by “\$55”;

(d) by inserting at the end “, and \$219 in the case of a scholarship plan dealer”;

(7) by replacing “\$413” in subparagraph *b* of subparagraph 6 by “\$516”;

(8) by replacing “\$690” in subparagraph 11 by “\$1,500”;

**11.** Section 271.5.1 is repealed.

**12.** Section 271.6 of the Regulation is amended:

(1) by replacing “\$690, except in the case of an application for an exemption related to a take-over or issuer bid and in the case of an application for an exemption from the valuation report required by regulation, where the fee is \$1,381” in subparagraph 1 by “\$2,000”;

(2) by replacing “\$690” in subparagraph 1.1 by “\$2,000”;

(3) by inserting the following after subparagraph 1.1:

“(1.1.1) at the time of an application for an exemption from recognition to carry on one of the activities referred to in section 169 of the Act, \$50,000;

(1.1.2) at the time of an application for an exemption from all requirements under one or more regulations made under the Act by a person referred to in section 169 of the Act, \$10,000;”;

(4) by inserting the following after subparagraph 4:

“(4.1) at the time of filing an application for recognition to carry on one of the activities referred to in section 169 of the Act, \$100,000;”;

(5) by inserting the following after subparagraph 6:

“(7) at the time of filing the notice referred to in subsection 8.18(5) or 8.26(5) of Regulation 31-103 respecting Registration Requirements and Exemptions (chapter V-1.1, r. 10), or the notice referred to in subsection 4(3) or (4) of Regulation 32-102 respecting Registration Exemptions for Non-Resident Investment Fund Managers (chapter V-1.1, r. 10.1), \$3,000.”;

(8) at the time of an application for a full or partial revocation of a cease trade order, \$2,000.”.

**13.** The Regulation is amended by inserting the following after section 271.6:

**“271.6.1** Fees of \$2,000 are payable at the time of a pre-filing.

For the purposes of the first paragraph, “pre-filing” means a consultation with the Authority for a prospectus filing or for an application, initiated before the filing of the prospectus or the application, as the case may be, regarding the interpretation of securities legislation or securities directions or their application to a particular or proposed offering or a to a particular transaction or matter or proposed transaction or matter, as the case may be.

The fee prescribed by this section is deducted from the fee payable at the time of filing the related prospectus or the related application. If the filing does not occur, the fee prescribed in the first paragraph will not be refunded.”

**14.** The Regulation is amended by inserting the following after section 271.12:

**“DIVISION III  
“PARTICIPATION FEES**

**“271.12.1.** The following fees are payable by a stock exchange recognized under the Act, by April 30 of each year, based on its market share in Canada during the specified period:

- (1) \$22,500, where such market share is less than 5%;
- (2) \$37,500, where such market share is 5% and more and less than 15%;
- (3) \$101,250, where such market share is 15% and more and less than 25%;
- (4) \$206,250, where such market share is 25% and more and less than 50%;
- (5) \$300,000, where such market share is 50% and more and less than 75%;
- (6) \$375,000, where such market share is 75% and more;

For the purposes of the first paragraph, “Canadian trading share” means, in relation to a recognized stock exchange, the average in the specified period of the following:

- (a) the share of the entity of the total dollar values of trades in securities listed on a Canadian stock exchange;
- (b) the share of the entity of the total trading volume of securities listed on a Canadian stock exchange;
- (c) the share of the entity of the total number of trades of securities listed on a Canadian stock exchange.

In this section, “specified period” means the period beginning on April 1 of the preceding year and ending on March 31 of the current year.

If two or more recognized stock exchanges belong to the same group, the fee prescribed by section 271.12.1 must be calculated as if the stock exchanges were a single entity and must be paid solidarily by them.

The payment of the fees referred to in the first paragraph must be accompanied by the form provided in Schedule XX.

**“271.12.2.** A recognized stock exchange that is exempt from the Act must, by April 30 of each year, pay a fee of \$7,500.

**“271.12.3.** A parallel trading system that is registered as a dealer under the Act must, by April 30 of each year, pay a fee of \$10,000.”.

#### **“DIVISION IV “INSPECTION AND INVESTIGATION COSTS**

**“271.12.4.** Costs of \$118 an hour per inspector are payable by the dealer, adviser, investment fund manager, representative or investment fund, within 30 days from the date of the statement of fees of the Authority, for the preparation of an inspection, the inspection itself and the follow-up on the recommendations.

**“271.12.5.** The investigation costs referred to in section 212 of the Act are \$118 an hour per investigator.

**“DIVISION V  
INDEXATION**

**“271.12.6.** The fees and costs payable prescribed by this chapter are adjusted on January 1 of each year in accordance with the rate of increase of the overall consumer price index for Canada for the period ending on September 30 of the preceding year, as determined by Statistics Canada. They are rounded down to the nearest dollar if they include a dollar fraction lower than \$0.50 and rounded up to the nearest dollar if they include a dollar fraction that is equal to or greater than \$0.50.

The result of the annual indexation is published every year in Part 1 of the Gazette officielle du Québec and in the Bulletin of the Authority.”.

**15.** Section 271.13 of the Regulation is amended by inserting “per issuer” after “\$5,000”.

**16.** The Regulation is amended by inserting the following after section 271.13:

**“271.13.1.** Any issuer or any firm underwriter who contravenes subsection (2) of section 6.1 and subsection (2) of section 6.2 of Regulation 45-106 respecting Prospectus Exemptions (chapter V-1.1, r. 21) for failure to file a report of exempt distribution is liable to an administrative monetary penalty of \$100 per report for each business day during which such failure occurs, to a maximum amount of \$5,000 per issuer or firm underwriter, as the case may be, during any given fiscal year of the Authority.”.

**17.** The Regulation is amended by inserting the following Schedule XX:

**“SCHEDULE XX  
FORM - RECOGNIZED STOCK EXCHANGE, PARTICIPATION FEES**

(s. 271.12.1)

**Name of recognized stock exchange:**

\_\_\_\_\_

**Year of application** (as of 2026): \_\_\_\_\_

**1. Participation fees for the year of application**

The recognized stock exchange must indicate its market share in Canada for the specified period:

| <b>Description of market share in Canada</b>   | <b>% (to be indicated by the stock exchange)</b> |
|--|--|
| Line 1: share of the total dollar values of trades in securities listed on a Canadian stock exchange |  |
| Line 2: share of the total trading volume of securities listed on a Canadian stock exchange          |  |
| Line 3: share of the total number of trades of securities listed on a Canadian stock exchange        |  |
| Line 4: average of Lines 1, 2 & 3 above  |  |

|  |           |
|--|-----------|
| <b>Line 5: based on the average calculated on Line 4, the recognized stock exchange must pay the fee indicated on the corresponding line in the table below:</b> |           |
| Market share in Canada of less than 5% during the specified period   | \$22,500  |
| Market share in Canada of 5% and more and less than 15% during the specified period  | \$37,500  |
| Market share in Canada of 15% and more and less than 25% during the specified period   | \$101,250 |
| Market share in Canada of 25% and more and less than 50% during the specified period   | \$206,250 |
| Market share in Canada of 50% and more and less than 75% during the specified period   | \$300,000 |
| Market share in Canada of 75% and more during the specified period   | \$375,000 |

**2. Total fee payable:**

”

**19.** This Regulation comes into force 15 days after the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

## REGULATION TO AMEND THE TARIFFS FOR COSTS AND FEES PAYABLE IN RESPECT OF DERIVATIVES

Derivatives Act  
(chapter I-14.01, s. 174, pars. (4) and (5))

1. The Tariffs for costs and fees payable in respect of derivatives (chapter I-14.01, r. 2) is amended by adding the following before section 1:

“0.1 Costs of \$118 per hour per inspector are payable by a market participant, within 30 days from the date of the statement of fees of the Authority, for the preparation of an inspection, the inspection itself and the follow-up on the recommendations.”

2. The Regulation is amended by inserting the following title before section 4:

“§ 1. — *Activity fees*”

3. Section 4 of the Regulation is amended by replacing “\$6,905” by “\$100,000”.

4. Section 5 of the Regulation is amended:

(1) by replacing paragraphs 1 through 3 by the following:

“(1) at the time of an application for registration as a dealer for a dealer that is not a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated enforcement of the provisions concerning registration, or an adviser, \$2,071;

(2) at the time of an application for registration as a representative:

(a) of a dealer that is not a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated enforcement of the provisions concerning registration, \$516;

(b) of an adviser, \$516;

(3) on 31 December of each year:

(a) in the case of a dealer that is not a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated enforcement of the provisions concerning registration, \$2,071;

(b) in the case of a dealer that is a member of such a self-regulatory organization, \$518;

(c) for each of its representatives registered on 31 December, excluding representatives who ceased activities:

(i) \$61 in the case of a dealer that is a member of a self-regulatory organization to which the Authority has delegated the enforcement of the provisions concerning registration;

(ii) \$516 in the case of a dealer that is not a member of such a self-regulatory organization;

(d) for each of its establishments, an establishment being a location where the registered dealer carries on its activities:

(i) \$26 in the case of a dealer that is a member of such a self-regulatory organization;

(ii) \$104 in the case of a dealer that is not a member of such a self-regulatory organization;”;

(2) by replacing “\$690” in paragraph 7 by “\$1,500”.

5 Section 6 of the Regulation is repealed.

6. Section 9 of the Regulation is replaced by the following:

“9. The following fees are payable at the time of an application for exemption under section 86 of the Act:

(1) at the time of an application for an exemption from the requirement under section 12 of the Act, \$15,000, in the case of a trading platform, and \$50,000, in the case of any other regulated entity;

(2) at the time of application for an exemption from all the requirements set out in one or more regulations made under the Act, \$10,000;

(3) at the time of any other application for an exemption from one or more requirements under the Act or a regulation, \$2,000.”

7. The Regulation is amended after section 11:

(1) by inserting the following:

“§ 2. — *Participation fees*”;

(2) by inserting the following sections:

“12. No later than 30 April of each year, the following fees are payable by a regulated entity:

(1) \$375,00, in the case of regulated entity recognized as an exchange, and \$7,500, where it is exempt from such recognition.

(2) \$150,000 in the case of a regulated entity recognized as a clearing house, \$50,000 in the case where it is recognized as a clearing house outside Canada, and \$5,000, in the case where it is exempt from recognition as a clearing house;

(3) \$25,000, in the case of a regulated entity recognized as a trade repository;

(4) \$10,000, in the case of a regulated entity recognized as a published market.

“13. A fee corresponding to the average quarterly notional amount outstanding during the applicable derivatives fee year is payable by a fee payer:

(1) \$0, where the average quarterly notional amount is less than \$3 billion;

(2) \$2,250, where the average quarterly notional amount is \$3 billion and more and less than \$7.5 billion;

(3) \$5,625, where the average quarterly notional amount is \$7.5 billion and more and less than \$15 billion;

(4) \$11,250, where the average quarterly notional amount is \$15 billion and more and less than \$50 billion;

(5) \$37,500, where the average quarterly notional amount is \$50 billion and more and less than \$100 billion;

(6) \$75,000, where the average quarterly notional amount is \$100 billion and more and less than \$300 billion;

(7) \$150,000, where the average quarterly notional amount is \$300 billion and more and less than \$500 billion;

(8) \$337,500, where the average quarterly notional amount is \$500 billion and more and less than \$1 trillion;

(9) \$562,500, where the average quarterly notional amount is \$1 trillion and more and less than \$4 trillion;

(10) 1,012,500, where the average quarterly notional amount is \$4 trillion and more and less than \$10 trillion;

(11) \$1,425,000, where the average quarterly notional amount is \$10 trillion and more.

For the purposes of this section, a person is a fee payer in respect of a derivatives fee year when the following two conditions are met:

(1) in respect of any transaction during the derivatives fee year, the person was a reporting counterparty as defined in Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting (chapter I-14.01, r. 1.1);

(2) the person was neither a recognized clearing house nor exempted by the Authority from the requirement to be recognized as a clearing house.

For the purposes of this section, the term “transaction” has the meaning given to it in section 1 of Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting.

For the purposes of this section, the term “derivatives fee year” means a one-year period commencing on 1 July of the previous year and ending on 30 June of the current year.

**“14.** For the purposes of section 13, a fee payer’s average quarterly notional amount outstanding during the derivatives fee year is determined with regard to each transaction required to be reported under Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting (chapter I-14.01, r. 1.1) for which the fee payer is a counterparty and is calculated as follows:

(1) as of each derivatives fee quarter-end, by determining the notional amount of the fee payer’s outstanding position as at the end of each day of transactions reported under Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting, referenced in the currency of the outstanding position as reported under Regulation 91-507;

(2) by determining the notional amount referred to in subparagraph (1) for each currency, for all derivative fee quarter-ends;

(3) by calculating the Canadian dollar equivalent using the daily exchange rate for the last business day of the derivatives fee year as posted on the Bank of Canada website;

(4) by adding the amount determined under subparagraph (2) in respect of the Canadian dollar and the total Canadian dollar equivalent determined under subparagraph (3);

(5) by dividing the total determined under subparagraph (4) by four to obtain the trade repository's average quarterly notional amount outstanding during the derivatives fee year.

The payment required of a fee payer under section 13 in respect of a derivatives fee year must be made by the fee payer not more than 60 days after the end of the derivatives fee year and be accompanied by the form provided in Schedule A.

Despite subparagraph (3), if the notional amount of an outstanding position is denominated in a currency for which the Bank of Canada does not post a daily exchange rate, the fee payer may calculate the Canadian dollar equivalent required under subparagraph (3) using the exchange rate posted by another central bank.

“15. The fees and costs payable are adjusted on 1 January of each year in accordance with the rate of increase of the overall consumer price index for Canada for the period ending on 30 September of the preceding year, as determined by Statistics Canada. They are rounded down to the nearest dollar if they include a dollar fraction lower than \$0.50 and rounded up to the nearest dollar if they include a dollar fraction that is equal to or greater than \$0.50.

The result of the annual adjustment is published each year in Part 1 of the Gazette officielle du Québec and the Authority's bulletin.”

8. The Regulation is amended by adding the following Schedule:

**“SCHEDULE A**

**FORM – PARTICIPATION FEES FOR OTC DERIVATIVES**  
(ss. 13 and 14)

**1. Type of filing**

Initial

Amendment

[For an amendment, provide the submission ID of the amended report]:

\_\_\_\_\_

**2. Information about the entity submitting this form**

1. Derivatives fee year to which the fees relate:

From 1 July \_\_\_\_\_ to 30 June \_\_\_\_\_

2. Name of fee payer \_\_\_\_\_

**3. Global legal entity identifier of fee payer for the purposes of Regulation 91-507 respecting Trade Repositories and Derivatives Data Reporting:**

\_\_\_\_\_

**4. Please complete for the applicable derivatives fee year:**

Average quarterly notional amount outstanding during the applicable derivatives fee year (determined in accordance with section 14 of the Tariffs for Costs and Fees Payable in respect of Derivatives): \$ \_\_\_\_\_

5. **Total fee payable:** \$ \_\_\_\_\_”

9. This Regulation comes into force fifteen days after the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.

**REGULATION TO AMEND REGULATION 13-103 RESPECTING THE SYSTEM FOR ELECTRONIC DATA ANALYSIS AND RETRIEVAL + (SEDAR+)**

Securities Act  
(chapter V-1.1, s. 331.1, par. (2))

1. The appendix to Regulation 13-103 respecting the System for Electronic Data Analysis and Retrieval + (SEDAR+) (chapter V-1.1, r. 2.3) is amended by inserting “Payment of participation fees – section 271.12.1 of the Securities Regulation (chapter V-1.1, r. 50)” in column A of the part entitled “Québec securities legislation pursuant to which documents must not be filed or delivered through SEDAR+” and before the row entitled “Derivatives Act (chapter I-14.01)”.

2. This Regulation comes into force fifteen days after the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec*.